Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le
ID : 022-212201875-20261023-20261090-DE

Plérin

République Française
Ville de Plérin

**DECISION MUNICIPALE n° 20261090**

Marché n°26-12 « Travaux de déconnexion des eaux pluviales du lotissement des Terres Noires »

**Monsieur Loïc BARBOT, Maire de la commune de Plérin,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-22,
Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2123-1 et R.2123-2
Vu la délibération n°24-2026 du 14 avril 2024 portant délégation d'attributions du conseil municipal au Maire, et notamment son alinéa 4° pour prendre toute décision concernant la préparation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Vu le guide interne des marchés à procédure adaptée, approuvé par délibération n°38-2026 du 19 mai 2026,
Considérant la consultation lancée le 08/09/2026 en procédure adaptée, sur le site acheteur Mégalis avec publication dans un Journal d'Annonces Légales (JAL) pour les travaux de déconnexion des eaux pluviales du lotissement des Terres Noires,
Considérant le rapport d'analyse des offres présenté en commission interne de la commande publique (CICP), dûment convoquée le 14 octobre 2026, et de ses procès-verbaux,
Considérant l'avis favorable de la Commission Interne de la Commande Publique du 14 octobre 2026 ;

**D E C I D E**

Article 1 : D'attribuer le marché n° 26-12 Travaux de déconnexion des eaux pluviales du lotissement des Terres Noires à l'entreprise SPTP BIDAULT SAS pour un montant maximum de 148 201,30 € HT.

Article 2 : De signer toutes les pièces afférentes auxdits marchés.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte, 35044 RENNES, ou par voie dématérialisée via l'application Télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au recours gracieux au terme de deux mois valant rejet implicite).

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de la commune, insérée au registre des délibérations et transmise à :

- Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor,
- Monsieur le Trésorier principal,
- L'entreprise

Plérin, le 23 octobre 2026

Le Maire,

Loïc BARBOT

MAIRIE DE PLERIN
CÔTES D'ARMOR

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le
ID : 022-212201875-20261023-20261090-DE

